



RÈGLEMENT 311-2023

Relatif à la garde de poules en milieu urbain

Avis de motion et dépôt :

13 juin 2023

Adoption du règlement :

11 juillet 2023

Entrée en vigueur :

11 juillet 2023

Date de publication :

18 juillet 2023

RÉSOLUTION : 173-07-2023

CONSIDÉRANT que la Municipalité souhaite adopter un règlement relatif à la garde de poules en milieu urbain;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné le 13 juin 2023;

CONSIDÉRANT qu'un projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 13 juin 2023;

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

**CHAPITRE 1
DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

Article 1.1 Champ d'application

Le présent règlement vise à régir la garde des poules en milieu urbain.

Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas dans les zones où les usages agricoles sont autorisés par le Règlement de zonage en vigueur sur le territoire de la Municipalité.

Article 1.2 Règles de préséance des dispositions générales et des dispositions spécifiques

En cas d'incompatibilité entre deux dispositions du présent règlement ou entre une disposition du présent règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.

En cas d'incompatibilité entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le présent règlement ou en cas d'incompatibilité entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au présent règlement et une disposition contenue dans tout autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique, à moins d'indication contraire.

Article 1.3 Terminologie

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par les mots et expressions suivants :

Abri

Construction destinée à abriter ou recevoir les poules. L'abri est constitué d'un poulailler et d'une volière.

Bâtiment

Toute constructions utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des objets. Lorsque la construction est délimitée ou séparée par des murs mitoyens ou coupe-feu du sous-sol jusqu'au toit, chaque partie est considérée comme un bâtiment distinct, à condition qu'elle soit ou qu'elle puisse être rattachée à une parcelle de terrain cadastrée et indépendante formant une propriété distincte.

Bâtiment principal

Bâtiment où est exercé l'usage principal autorisé d'un immeuble.

Construction

Terme générique correspondant à l'assemblage, l'édification ou l'érection de matériaux constituant un ensemble construit ou bâti. De façon non limitative, une construction peut désigner un bâtiment, une structure ou un ouvrage.

Cour arrière

Espace résiduel d'un terrain lorsqu'on y soustrait les superficies occupées par le bâtiment principal, les cours latérales, avant et avant secondaire.



Fonctionnaire désigné

Le directeur de l'aménagement du territoire ou toute personne autorisée par le Conseil municipal à faire appliquer en partie ou en totalité le présent règlement.

Gardien

Personne qui a soit la propriété, la possession, la responsabilité, la charge des soins ou la garde d'une poule. La personne qui donne refuge, élève, nourrit ou entretient une poule est présumée en avoir la garde.

Immeuble

Désigne tout terrain possédé ou occupé et comprend les constructions, bâtiments et ouvrages qui s'y trouvent.

Milieu urbain

Partie du territoire compris à l'intérieur des limites du périmètre d'urbanisation, tel qu'identifié sur le plan de zonage faisant partie intégrante du Règlement de zonage en vigueur sur le territoire de la Municipalité.

Poulailler

Bâtiment accessoire destiné à l'élevage des poules. Ce bâtiment comprend une portion cloisonnée de l'abri.

Poule

Oiseau de basse-cour de la famille des gallinacés, de plus de quatre mois, femelle adulte du coq, aux ailes courtes et à petite crête.

Terrain

Fond de terre constitué d'un ou plusieurs lots contigus servant ou destiné à servir de site pour l'érection de bâtiments, constructions et ouvrages ou à tout usage prévu aux règlements d'urbanisme.

Municipalité

La Municipalité de Saint-Mathieu

Volière

Partie de l'abri constituée d'une enceinte fermée dans laquelle une ou plusieurs poules peuvent être mises en liberté, conçue de façon qu'une poule ne puisse en sortir.

Article 1.4 Obligations d'un propriétaire ou d'un occupant

Sans restreindre l'obligation de tout propriétaire ou occupant de respecter toutes les dispositions du présent règlement, le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit :

- Permettre au fonctionnaire désigné, et à toute personne qui l'accompagne, de visiter ou examiner tout immeuble ou propriété mobilière ou immobilière aux fins d'assurer la vérification et le respect des dispositions du présent règlement et, à ces fins, le laisser pénétrer sur le terrain ou dans tout bâtiment implanté sur ledit terrain
- Lorsqu'il est requis par le fonctionnaire désigné, prendre toute mesure nécessaire afin de corriger une situation dangereuse pour la sécurité des personnes ou des animaux



CHAPITRE 2
DISPOSITIONS RELATIVES AU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

Article 2.1 Nombre de poules permis

Un minimum de deux et un maximum de quatre poules sont autorisées sur un terrain dont la superficie est inférieure à 1 500 m².

Un minimum de deux poules et un maximum de huit poules sont autorisées sur un terrain dont la superficie est égale ou supérieure à 1 500 m².

La garde de coq est prohibée.

Article 2.2 Confinement

Les poules doivent être gardées à l'intérieur de l'abri en tout temps.

Il est interdit de garder des poules en cage.

Elles doivent être confinées à l'intérieur du poulailler entre 23 h et 6 h. La porte séparant le poulailler de la volière doit demeurer fermée pendant cette période de confinement.

CHAPITRE 3
DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS REQUISES

Article 3.1 Nombre de poulaillers

Un seul abri destiné à recevoir des poules est autorisé par terrain.

L'abri n'est pas comptabilisé dans le nombre maximal de bâtiments accessoires autorisés en vertu du Règlement de zonage en vigueur sur le territoire de la Municipalité.

Article 3.2 Terrains autorisés

La garde de poules en milieu urbain ne peut se faire que sur un terrain où un bâtiment principal unifamilial ou jumelé est érigé.

Article 3.3 Obligations

La garde de poules en milieu urbain ne peut se faire qu'à l'intérieur d'un abri utilisé à cette seule fin. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la garde de poules est prohibée dans tout autre bâtiment, dont un bâtiment accessoire tel qu'un cabanon ou un garage.

L'abri doit être constitué obligatoirement d'un poulailler et d'une volière.

Article 3.4 Implantation de l'abri

L'abri doit être situé dans la cour arrière uniquement et respecter les distances minimales suivantes :

	Distance minimale à respecter
Par rapport aux limites de propriété sur lequel il se situe	0,6 m
Par rapport aux autres bâtiments de la propriété sur laquelle il se situe	1,5 m ou attenant
Par rapport aux puits destinés à la consommation humaine de la propriété sur laquelle il est situé et ceux des propriétés voisines	30 m

Malgré les dispositions du présent article, l'abri peut être implanté en cour avant secondaire en respectant une distance minimale de 6 mètres par rapport à l'emprise de la voie publique.



Article 3.5 Dimensions de l’abri

a) Le poulailler doit respecter les dimensions suivantes :

	Dimensions
Hauteur maximale	2,5 m
Superficie minimale	0,37 m ² / poule
Superficie maximale	5 m ²

b) La volière doit respecter les dimensions suivantes :

	Dimensions
Hauteur maximale	2,5 m
Superficie minimale	0,92 m ² / poule
Superficie maximale	10 m ²

Article 3.6 Matériaux autorisés

Les matériaux de parement extérieur sont autorisés pour la finition de l’abri, à l’exception des matériaux suivants :

- La tôle, ouvrée ou non, non prépeinte et précuite à l’usine, non anodisée ou traitée de toute autre façon équivalente
- Le carton fibre, goudronnée ou non
- Les panneaux de particules ou d’agglomérés exposés ou de contre-plaqué
- Le papier goudronné ou minéralisé ou les revêtements similaires
- L’isolant, rigide ou autre (incluant l’uréthane giclé)
- Le papier ou les enduits imitant la brique, la pierre ou autres matériaux naturels
- À l’exception du bardeau de cèdre, le bois non peint, non blanchi à la chaux ou non traité pour en prévenir le noircissement
- Le bloc de béton uni
- Les panneaux d’amiante ou de fibre de verre, plats ou ondulés
- Le polyéthylène ou le polyuréthane

Le poulailler doit être conçu de manière à protéger les poules des envahisseurs externes comme les rats laveurs, les mouffettes, les renards, les chiens, etc.

Article 3.7 Dispositions spécifiques

En plus des exigences stipulées au présent chapitre, l’abri doit respecter les dispositions suivantes :

- a) Une porte pouvant s’ouvrir et se fermer doit être installées sur le mur du poulailler donnant sur la volière
- b) Le poulailler et la volière doivent être munis d’un toit destiné à protéger les poules du soleil et des intempéries
- c) L’aménagement du poulailler et de son abri doit permettre aux poules d’avoir une source de chaleur (isolation) en hiver
- d) Le poulailler doit être muni d’une mangeoire
- e) Le poulailler doit être muni d’un abreuvoir
- f) Le poulailler doit être muni d’un perchoir et d’un pondoir
- g) De la litière doit être disposée dans le poulailler
- h) Le grillage de la volière doit être, soit, en grillage métallique galvanisé et soudé de calibre 20 (minimum), en broche à poule ou en treillis métallique

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS RELATIVES À LA SALUBRITÉ ET AUX NUISANCES

Article 4.1 Odeurs

La litière du poulailler doit être changée régulièrement afin qu’aucune odeur ne soit perceptible en dehors des limites de la propriété. Les excréments et la litière sont des matières organiques acceptées dans le bac brun et elles sont compostables.



Article 4.2 Entretien des installations

Les installations composant l'abri doivent être entretenues et maintenues dans un bon état de propreté.

Article 4.3 Nourriture

Les plats de nourriture et d'eau doivent être conservés dans le poulailler ou dans l'abri de manière à ne pas attirer d'autres animaux.

L'entreposage de la nourriture doit se faire à un endroit à l'épreuve des rongeurs.

Article 4.4 Nettoyage

Aucun gardien ne peut utiliser des eaux de surface pour le nettoyage de l'abri et de ses installations. Les eaux de nettoyage du poulailler et de son abri ne peuvent se déverser sur la propriété voisine.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS RELATIVES À LA SANTÉ PUBLIQUE

Article 5.1 Poule morte

Toute poule morte doit être retirée de l'abri dans les vingt-quatre heures suivant sa mort. Elle doit être apportée à la SPCA Roussillon.

En aucun cas, une poule morte ne peut être jetée dans le bac à ordures ménagères.

Article 5.2 Abattage

Il est interdit à tout gardien de procéder à l'abattage d'une poule. L'euthanasie ou l'abattage ne peut être fait que par un vétérinaire ou dans un abattoir agréé.

Article 5.3 Vente de produits

La vente d'œufs, de viande, de fumier ou autres produits dérivés de cette activité est prohibée. Aucune enseigne annonçant ou faisant référence à la vente ou à la présence d'un élevage domestique n'est autorisée.

Article 5.4 Maladie

Afin d'éviter les risques d'épidémies, toute maladie doit être déclarée à un vétérinaire ou au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Article 5.5 Disposition des poules

Lorsque l'élevage de poules cesse, celles-ci doivent être remises à une ferme située en milieu agricole ou être abattues conformément à l'article 5.2 du présent règlement.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION ET AU CONTRÔLE

Article 6.1 Obligation de détenir une licence

La garde de poules en milieu urbain est autorisée uniquement si le gardien a obtenu une licence à cet effet délivrée par le fonctionnaire désigné et pour la seule période au cours de laquelle cette licence est valide.

Le coût de la licence est de 25 \$ par année par poulailler.

Article 6.2 Période de validité de la licence

Toute licence délivrée en vertu du présent règlement est annuelle et valide à partir du moment de sa délivrance.

Une licence délivrée en vertu du présent règlement est non remboursable, indivisible et incessible et ne peut être renouvelée de façon automatique.



Article 6.3 Conditions d'émission des licences

Pour pouvoir obtenir une licence en vertu du présent règlement, le requérant doit démontrer qu'il est en mesure de respecter l'ensemble des dispositions du présent règlement, de même que les conditions suivantes :

- a) Le requérant doit être une personne physique
- b) Le requérant doit avoir complété la demande de licence sur le formulaire prévu à cet effet
- c) Le requérant doit avoir signé le document intitulé « Engagement relatif à la garde de poules en milieu urbain » à l'annexe A du présent règlement et en respecter les exigences en tout temps pendant la garde des poules
- d) Le requérant doit fournir un croquis détaillé décrivant la construction de l'abri (incluant les matériaux et les dimensions) et l'emplacement de celui-ci sur sa propriété (incluant les distances par rapport aux limites de propriété, aux bâtiments environnants et aux ouvrages de captage des eaux souterraines)
- e) Aucune autre licence pour la garde de poules en milieu urbain n'a été émise ou n'a été retirée pour l'immeuble où la licence est demandée (sauf dans le cas où il y a eu un changement de propriétaire)
- f) Si le requérant n'est pas propriétaire de l'immeuble visé par la demande de licence, une procuration écrite du propriétaire l'autorisant à formuler une demande de licence à la Municipalité et à garder des poules à l'adresse visée doit être jointe à la demande

Article 6.4 Renouvellement des licences

Dans un délai de soixante jours précédant l'expiration de la licence, le titulaire de celle-ci doit aviser la Municipalité par écrit de son intention de la renouveler ou non.

À défaut de transmettre l'avis requis, le titulaire est présumé ne pas vouloir renouveler sa licence.

Article 6.5 Révocation de la licence

La Municipalité peut révoquer une licence, sans avis ni délai, si le titulaire de celle-ci ne respecte pas les conditions d'obtention et de maintien de la licence prévues au présent règlement.

Article 6.6 Expiration de la licence

Dans un délai maximal de trente jours suivant l'expiration de la licence ou à la réception d'un préavis du fonctionnaire désigné, le gardien qui n'a pas renouvelé sa licence, doit se départir de ses poules en la manière prescrite à l'article 5.5 du présent règlement et démanteler son abri.

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS FINALES ET PÉNALES

Article 7.1 Application

Le Conseil municipal autorise le fonctionnaire désigné à appliquer le présent règlement, à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition au présent règlement et autorise généralement cette personne à délivrer les constats d'infraction à cette fin.

Les procédures de suivi et d'application pour une infraction émise à la suite de l'émission d'un constat d'infraction pour contravention au présent règlement sont régies par le Code de procédure pénale du Québec.

Article 7.2 Visite

Le fonctionnaire désigné est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, tout immeuble ou meuble, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de ceux-ci, pour constater que les dispositions du présent règlement sont respectées.

Sur demande, le fonctionnaire désigné qui procède à une inspection doit établir son identité et montrer la pièce d'identité délivrée par la Municipalité à cet effet.



Article 7.3 Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné, dans l'exercice de ses fonctions :

- S'assure du respect des dispositions du présent règlement
- Exige que cesse toute activité ou situation dangereuse pour la sécurité des personnes
- Représente la Municipalité dans toute procédure judiciaire entreprise dans le but de faire respecter le présent règlement

Article 7.4 Pénalités

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de :

	Personne physique	Personne morale
Préavis	0 \$	0 \$
Première infraction	250 \$	1 000 \$
Récidive	1 000 \$	2 000 \$

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus. Ces frais sont établis conformément aux tarifs adoptés en vertu du Code de procédure pénale du Québec.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, ainsi que les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établies conformément au Code de procédure pénale du Québec.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Article 7.5 Responsabilité du gardien

Le gardien d'une poule est responsable de toute infraction au présent règlement causée par celle-ci.

Article 7.6 Responsabilité du propriétaire foncier

Tout propriétaire d'un immeuble sur lequel est exercée la garde de poules peut être déclaré coupable d'une infraction au présent règlement sans qu'il ne soit nécessaire de démontrer qu'il a conseillé, encouragé, incité, aidé, prescrit, autorisé, participé ou consenti à la commission de l'infraction.

Article 7.7 Obligation de se conformer

Une amende imposée au contrevenant en raison d'une infraction ne le libère pas de l'obligation de se conformer au présent règlement.

Article 7.8 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.



Lise Poissant
Mairesse



Oleg V. Lascov
Directeur général et greffier-trésorier